

du pétrole et du gaz naturel, en particulier dans nos secteurs "de pointe". Les capitaux privés, canadiens ou étrangers, continueront de jouer un rôle important dans ce domaine. Cependant, nous attendons de la société qu'elle fasse sentir la présence du Canada dans un domaine dont l'importance est vitale pour nos approvisionnements futurs en énergie. Dans la mesure du possible, la société devrait tâcher d'agir de concert avec les sociétés canadiennes et étrangères dans les travaux de mise en valeur.

Comme les députés le savent, le Gouvernement fédéral détient 45 p. 100 des capitaux de la Panarctic Oils Ltd. Au cours des huit dernières années, cette société a effectué de vastes programmes de sondages dans les îles de l'Arctique. La société nationale des pétroles coordonnerait les travaux à venir de la Panarctic en fonction des intérêts et des objectifs du Gouvernement.

Il peut y avoir certaines régions où le secteur privé n'effectuera aucuns travaux de sondage, soit parce que les gains commerciaux ne sont pas faciles à déterminer soit parce que ces régions sont considérées trop éloignées. Il peut également exister certaines régions auxquelles le secteur privé ne s'intéresse pas à cause des fardeaux financiers qu'il faudrait assumer. Dans ces cas, la société effectuera ses propres travaux de sondage.

Cette entreprise publique ne se contentera pas de faire des sondages pour trouver des hydrocarbures ordinaires. Des progrès technologiques considérables restent à faire dans le domaine de la production du pétrole et du gaz synthétiques. La *Synormule* illustre bien cette situation. Cette importante entreprise, qui pourrait constituer le premier investissement de notre nouvelle Société des pétroles, représente un pas de géant vers l'exploitation commerciale des sables bitumineux.

Le chemin qui nous reste à faire sera long et pénible. Les techniques minières actuellement plus à point que les techniques d'exploitation *in situ*, qui n'ont pas encore fait leurs preuves, peuvent nous donner accès à plus de 20 milliards de barils de pétrole dont nous avons grand besoin. Les investissements nécessaires sont, toutefois, très considérables et probablement beaucoup trop élevés pour qu'une seule société, ou même un groupe de compagnies du pays, puissent les réunir. Il faut également mentionner que les plus grandes organisations privées qui pourraient participer au projet des sables bitumineux sont nécessairement des sociétés multinationales dont la direction se trouve à l'extérieur du pays. La meilleure façon de s'assurer que le Canada pourra intervenir, que le taux de croissance coïncidera avec les intérêts du pays, qu'il recevra une part convenable des revenus engendrés par ces travaux, et qu'il aura